



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

Bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)

N° 153 MARS 2002 - 4 €

ISSN 0989-3237

NE PAS VOTER CHIRAC, C'EST FAIRE ÉLIRE JOSPIN

par Jacques ROUGEOT, professeur à la Sorbonne

On peut penser tout ce que l'on veut de l'élection présidentielle, mais on devrait au moins lui reconnaître une qualité : la simplicité. Il s'agit d'élire un homme, un seul, le choix étant finalement limité à deux candidats qui ne sont pas seulement des concurrents, mais des antagonistes. Il ne devrait donc pas être très difficile de choisir celui que l'on préfère ou, dans le pire des cas, d'éliminer celui qui est le plus opposé aux idées que l'on défend. Il devrait donc être évident, pour tous les citoyens qui constatent les méfaits de la gauche au pouvoir, que le devoir absolu et indiscutable est d'éliminer Jospin et que le seul moyen d'y parvenir est de voter pour Jacques Chirac.

Malheureusement, il semble que nombre de Français, surtout parmi ceux qui sont classés à droite, se posent spontanément la question en ces termes : pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué et pourquoi marcher droit quand on peut se donner le plaisir raffiné de se tirer une balle dans le pied ? Il n'est donc pas inutile de rappeler que ce petit jeu si subtil ne peut produire que des catastrophes pour ceux mêmes qui s'y seraient complus et de montrer que, tout bien examiné, on a toutes les raisons de voter non seulement contre Jospin, mais pour Jacques Chirac.

Pour cela, il est nécessaire de dissiper le rideau de fumée derrière lequel les socialistes essaient de dissimuler les deux grands axes de leur campagne, qui consistent à noyer le débat politique dans une bouillie insipide et à concentrer toutes leurs forces sur un seul objectif : détruire l'adversaire, Jacques Chirac, dans sa personne même, par tous les moyens, y compris et surtout les plus ignobles.

L'ENJEU

Il faut reconnaître aux socialistes qu'ils savent mener leurs campagnes

avec une compétence de professionnels, surtout s'ils ont reçu une formation trotskiste, la meilleure sans doute qu'on puisse trouver sur le marché pour cet objectif bien particulier. Ils ont donc analysé lucidement la situation et ils se rendent compte que, si les Français voyaient clairement les enjeux du scrutin et les conséquences réelles d'une politique socialiste pour notre pays, la gauche n'aurait aucune chance de conserver ou de conquérir le pouvoir. Il faut donc tout faire pour détourner les esprits des questions essentielles.

A vrai dire, le terrain psychologique a été préparé de longue date. Il est de bon ton, dans certains milieux de droite, de dire que, après tout, même si la gauche l'emportait encore une fois, il n'y aurait pas de quoi dramatiser car l'enjeu de l'élection présidentielle est devenu flou et d'importance négligeable. C'est méconnaître totalement les conditions d'exercice du pouvoir dans la France d'aujourd'hui. Le pouvoir de fait n'est pas seulement celui qui est conféré par l'élection, c'est aussi celui qui s'exerce dans tous les secteurs d'activité qui influencent la vie publique. Or, la plupart de ces pouvoirs de fait sont déjà détenus par la gauche, que ce soit dans les médias, dans l'enseignement, dans la magistrature, dans la culture, pour ne rien dire des pressions exercées par la rue. C'est ce qui nous vaut d'être soumis à une «pensée unique» sous laquelle nous étouffons. Si Jospin s'empare de l'Élysée, c'est inmanquablement la gauche qui l'emportera aux élections législatives (on a vu en 1981 et en 1988 la vanité coupable des calculs qui niaient cette évidence) et qui dès lors détiendra la totalité du pouvoir politique national. Un pouvoir quasi total entre les mains des socialistes idéologiquement les plus sectaires d'Europe s'apparenterait fort à un pouvoir totalitaire qui ne ménagerait évi-

demment pas les dissidents de la droite qui lui auraient fait la courte échelle.

DROITE ET GAUCHE

Cette indifférence ostentatoire à l'égard des enjeux de l'élection présidentielle repose sur l'affirmation mille fois martelée que l'opposition, et même la distinction, entre droite et gauche est désormais caduque, voire quelque peu ringarde, et que les nouvelles lignes de partage passent désormais ailleurs (on ne sait pas précisément où, mais, en tout cas, ailleurs). Tel est le dernier chic en matière de pensée politique, et l'on comprend que cette attitude ait du succès, car elle permet de prendre une pose avantageuse au-dessus de la mêlée traditionnelle. Un sondage confirme que plus de 70 % des Français ne font pas de différence entre la droite et la gauche. D'autres sondages, en revanche, montrent que si l'on demande aux Français de se classer eux-mêmes à droite ou à gauche, ils font en grande majorité des choix nets.

Cette confusion savamment orchestrée permet de brouiller encore plus les cartes du jeu politique et, par conséquent, d'éviter tout débat sérieux. L'imposture apparaît clairement quand on prend des exemples précis. La question la plus sensible est aujourd'hui celle de la sécurité. Pendant des décennies, les socialistes ont insisté pesamment sur l'opposition radicale entre droite et gauche en la matière. A gauche, l'indulgence envers la délinquance et la criminalité, tristes produits d'une société injuste contre lesquels on ne pouvait lutter que par la prévention et un traitement social. A droite, au contraire, une «idéologie sécuritaire» effrénée, incarnée par deux tortionnaires nommés Pasqua et Debré et assoiffée de répression, particulièrement contre « les jeunes » et les étrangers.

Pendant longtemps, cette image d'Epinal a paru donner le beau rôle à la gauche. Mais voilà que, il y a quelques mois, le vent se met à tourner. Le désastre socialiste devient flagrant et l'opinion publique prend conscience de la réalité. Aussitôt, changement de décor et de discours. La gauche s'avise que la sécurité fait partie des droits de l'homme. Elle n'ose tout de même pas faire état de son bilan. Elle invoque pour le passé l'excuse de sa bonne foi surprise et promet pour la prochaine législature de s'occuper sérieusement de la question (comme de celle des retraites et autres babioles de même importance). Effacées les décennies de laxisme ! Oublié le travail de sape moral, judiciaire et législatif qui a ébranlé les bases de toute société tant soit peu ordonnée ! Le chevalier blanc a revêtu son armure et Jacques Chirac, avec toute la droite, est présenté avec condescendance comme l'auteur d'un catalogue de propositions anodines, pâle copie des mesures annoncées par la gauche.

Bien entendu, pour qu'un pareil coup de bluff ait quelque chance d'être avalé par l'opinion, il faut qu'il bénéficie du relais des médias. On ne sera pas surpris de constater qu'il en est bien ainsi : les commentateurs, sur un ton d'impassible objectivité, classent la sécurité dans les questions où il est bien difficile de distinguer les programmes de la droite et de la gauche. On voit bien le tour de passe-passe : comme la sécurité, sujet grave et sensible, est sans doute le point faible le plus douloureux de la gauche, on le fait disparaître du débat de la campagne et on renvoie dos à dos la droite et la gauche, Chirac et Jospin.

La sécurité n'est qu'un exemple, le plus grossier, de la stratégie socialiste. L'objectif est de démobiliser les électeurs potentiels de la droite en leur faisant croire que leurs idées sont vidées de leur contenu, et même trahies, par les hommes politiques qui prétendent les représenter, en particulier par Jacques Chirac, si bien que tout le monde se rejoindrait dans une espèce de gauche molle qui n'est pas pire que la droite. Dans ces conditions, mieux vaut s'abstenir ou se donner un plaisir épidermique en votant pour Le Pen ou pour Chevènement. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de redouter ce bon M. Jospin qui, déjà trotskiste honteux, ne demeure socialiste qu'à titre strictement privé et se présente comme candidat indéterminé, quelque chose comme « divers gauche », quasi apolitique.

Cette stratégie du rideau de fumée, remarquons-le, repose sur une analyse très juste : si les socialistes refusent le débat politique, c'est qu'il savent que leurs idées, mêmes accommodées à toutes les sauces de la démagogie, n'ont plus rien d'attirant. Pour piper les voix, mieux vaut remiser la rose au poing et l'Internationale, symboles obligés, na-

guère encore, dans tous les meetings socialistes.

LE SOCIALISME DES BAS-FONDS

Anesthésier les troupes adverses, c'est bien, mais c'est insuffisant. L'arme absolue, c'est de détruire l'adversaire. Par tous les moyens.

Le déversement des tombereaux d'ordures auquel nous assistons maintenant n'est pas le produit d'une inspiration spontanée et subite. C'est l'aboutissement d'une manœuvre préparée de longue date qui, pour être appliquée, avait besoin d'une condition indispensable : que l'élection présidentielle fût située avant les élections législatives. Il fallait pouvoir concentrer les coups sur un seul homme, et non les disperser sur plusieurs centaines ; il fallait pouvoir abattre une personne, un être humain, et non débattre à la régulière avec le champion d'une cause politique. Telle est la seule raison de l'inversion du calendrier électoral. Ceux qui ont prêté la main à cette manœuvre ne pouvaient pas l'ignorer.

Il est inutile de passer du temps à démontrer que toutes les affaires que l'on ressort depuis quelques semaines n'ont rien à voir avec une saine administration de la justice. Elles présentent toutes des points communs : elles sont anciennes (quatorze ans pour celle de la libération des otages français du Liban) et elles n'ont aucun rapport avec l'actualité d'aujourd'hui. Si elles ont été exhumées maintenant, c'est uniquement en raison de la campagne électorale. Elles font toujours l'objet d'un battage médiatique intense qui érige de simples insinuations en fortes présomptions de culpabilité. Lorsque l'une s'épuise parce que le dossier est décidément vide, elle ne fait évidemment pas l'objet d'un démenti ; elle est simplement mise de côté après avoir produit son effet sur l'opinion et elle est remplacée par une autre. Et en effet, le calendrier a été choisi avec soin, de façon que les accusations ou les soupçons aient le temps de distiller leur venin, bien avant qu'on puisse s'apercevoir, dans plusieurs mois ou plusieurs années, que les prétendus scandales étaient des baudruches.

Quand on voit que toutes ces manœuvres sont exécutées comme dans un ballet impeccablement réglé, on est bien obligé de se dire qu'elles ont nécessairement bénéficié de collaborations multiples, en particulier de certains membres de l'appareil judiciaire. Dès lors, quand on entend certains juges qui, la main sur le cœur et la larme à l'œil, se représentent complaisamment en saints Sébastien martyrs de la justice, on est en droit d'osciller entre le scepticisme et le mépris.

JOSPIN : L'AMBITION D'UN MÉDIOCRE

Certaines circonstances révèlent les hommes. Tel est le cas d'une campagne présidentielle. Souvenons-nous. Récemment encore, Jospin était présenté comme un honnête garçon besogneux, tout en grisaille. Même si c'était vrai, il est fâcheux que cette image puisse plaire à toute une partie de la population, anesthésiée, résignée au déclin et redoutant par dessus tout d'être réveillée.

Mais voilà que, à l'occasion de la campagne présidentielle, le candidat Jospin fait apparaître des crocs d'une dimension insoupçonnée. Assisterions-nous à un miracle ou du moins à une mutation génétique, par exemple celle d'un caniche devenu subitement mollosse ? Et après tout, ne serait-ce pas une bonne chose qu'un fort tempérament à la tête de l'Etat ? A y regarder de plus près, il faut malheureusement retomber sur terre, au ras du sol.

D'abord, il y a parfois des ratés dans le réglage de l'image jospinienne. Le candidat trop gourmand a tenté de superposer ses deux images successives. C'est ainsi que, au milieu de diverses manifestations d'agressivité, il a invoqué l'excuse de la naïveté pour expliquer sa mollesse face à l'insécurité. Singulier argument en vérité ! Ce trait de caractère, présenté comme une circonstance atténuante qui diminuerait la responsabilité de Jospin dans l'échec sanglant de sa politique en matière de sécurité, devrait plutôt être considéré comme un vice rédhibitoire pour un aspirant chef d'Etat qui ferait preuve d'une telle méconnaissance de la nature humaine et des conditions de la vie en société. Même si l'on voulait lui faire crédit de ses bonnes intentions affichées, elles sont précisément de celles dont l'enfer des nations est pavé.

De l'agressivité, Jospin en a à revendre. Mais il s'agit malheureusement d'une agressivité de bas étage, celle des hargneux et des teigneux, qui vont chercher leurs projectiles dans les caniveaux et les poubelles et s'en servent pour porter des coups bas.

La raison de fond est simple. La vitalité dont Jospin est capable sporadiquement est mise exclusivement au service de Jospin, c'est à dire au service de la médiocrité. On comprend dès lors toutes les rancœurs qu'il a été obligé de ravalier pendant les cinq années où il a dû faire bonne figure devant un président qui avait une autre carrure et un autre éclat. On comprend qu'il ait accumulé des désirs de revanche, de nature non pas seulement politique, mais personnelle et que, le moment venu, il ait libéré son envie irrépressible d'abattre un homme par tous les moyens. On comprend tout cela (il est si facile de comprendre les petits côtés de la nature humaine !), mais on ne

peut tout de même pas pousser la charité jusqu'à compatir et on ne peut pas non plus faire preuve d'indulgence pour tous ceux qui, par légèreté, aveuglement ou désir de régler des comptes, prendraient le risque, directement ou indirectement, de faire tomber la France dans de telles mains.

Cette alliance redoutable de l'ambition et de la médiocrité rend compte aussi des rapports entre Jospin et la politique. Elle explique son parcours, ses débuts dans le trotskisme, qui est un mélange d'insignifiance en matière de pensée politique et d'efficacité professionnelle dans les méthodes de conquête et de conservation du pouvoir, sa carrière de taupe qui fait son trou dans le parti socialiste pour y préparer son irrésistible ascension. Elle explique enfin ce sectarisme indélébile qui, par ses certitudes simplistes, donne aux esprits bornés l'illusion qu'ils sont capables d'avoir des idées.

On peut d'ailleurs remarquer que la qualité des chefs de file socialistes subit une baisse inquiétante. Mitterrand, esprit pervers et chef d'Etat néfaste, avait su du moins endosser le personnage d'une sorte de président Canada Dry, qui avait le verbe d'un président, le ton d'un président, le style d'un président. Jospin, lui, ne peut même pas donner le change. Chacun de ses propos, chacun de ses gestes démontre qu'il est par nature incapable de se hausser jusqu'aux dimensions de la fonction qu'il prétend occuper.

CHIRAC ET LA DROITE : LA FRANCE GAGNANTE EN 2002

Jospin est bien à l'image de ceux qui le soutiennent et tous sont à l'image, même dégradée, de celui qui fut leur maître, même renié. De Gaulle appelait Mitterrand « l'arsouille », et c'est bien une campagne d'arsouilles que mènent ses héritiers. Ecarter ces gens-là du pouvoir est donc un devoir civique si évident que, en dehors de toutes autres considérations, il doit dicter le choix du bulletin de vote.

Mais, heureusement, des considérations plus positives renforcent ce choix. On peut dire objectivement, au-delà de nos sympathies et de nos souhaits, que 2002 est une année cruciale pour la France et pour la droite : les conditions sont enfin réunies pour que nos idées et nos convictions inspirent la politique nationale et donnent une impulsion décisive au redressement de notre pays. Le seul obstacle décisif serait apporté par une victoire de Jospin et de la gauche.

Bien entendu, il n'est pas nécessaire de tendre l'oreille pour percevoir les clameurs du chœur des sceptiques : la droite nous a trop déçus pour que nous

puissions désormais lui faire confiance ; nous nous retirerons donc sous notre tente ou nous nous amuserons à voter pour des francs-tireurs, Chevènement, Le Pen ou d'autres. Attitude suicidaire certes (car, avec la victoire de la gauche, c'est le pire qui est toujours sûr), mais intellectuellement compréhensible. Raisonnons donc.

D'abord, y a-t-il une différence effective entre la droite et la gauche ? La mode est de dire que non. Par exemple, l'enseignement ne s'est-il pas continuellement dégradé depuis plusieurs décennies, quels qu'aient été les gouvernements ? En fait, parmi toutes les questions majeures qui ont fait l'objet de décisions politiques, il faut distinguer plusieurs cas. Il y a celles où la droite et la gauche se sont opposées et où celle-ci a imposé ses choix idéologiques, qu'il s'agisse du Pacs (en attendant l'adoption d'enfants par des couples homosexuels et la légalisation de la drogue et de l'euthanasie), de l'abandon du nucléaire ou de la loi sur les trente-cinq heures, véritable catastrophe pour l'économie et pour l'évolution des mentalités. Il y a celles où la droite et la gauche s'opposent sur le fond, mais où la droite n'a pas osé aller assez loin et assez fort dans le bon sens (immigration, fiscalité, poids de l'administration, libération de l'économie). Et enfin on peut mettre à part le cas de l'enseignement, où la droite, impressionnée par le matraquage médiatico-pédagogique, n'a pas osé définir et affirmer ses principes propres. Au total, quand on regarde le passé, on constate avec évidence que la gauche a toujours été plus mauvaise que la droite et que celle-ci a surtout péché par manque de détermination dans l'application de ses idées. Autrement dit, la gauche est novice lorsqu'elle agit dans le sens de ses principes, alors que la droite peut être décevante lorsqu'elle n'applique pas suffisamment les siens. Il y a donc bien une différence essentielle entre les deux pôles de la vie politique française.

Qui plus est, tout laisse penser que cette différence de fond se manifestera de plus en plus dans les faits parce que les idées de droite ont le vent en poupe. On le voit à l'échelle internationale, où même les dirigeants socialistes, tels que Tony Blair ou Gerhard Schröder, se rapprochent beaucoup plus d'Aznar, ou même de Berlusconi, que de Jospin. Et même à l'intérieur de la France anesthésiée par l'étouffoir médiatique, l'évolution des esprits est sensible, comme on le voit, entre autres, à propos de l'insécurité. Alors que la droite politique se sentait jusqu'à présent freinée par l'air du temps, elle sera maintenant poussée par lui.

Et Jacques Chirac dans tout cela ? On pourrait déjà se dire, comme une sorte de réflexe, qu'un homme qui est la cible unique des attaques les plus basses

déchaînées par tous les chacals ameutés doit avoir en lui quelque chose qui répugne naturellement à la nature chacalienne. A la réflexion, on se dit aussi que les chacals ne s'acharnent pas seulement par instinct, mais par raison. Ils savent très bien que Jacques Chirac est le dernier obstacle, donc, aujourd'hui, le seul, qui puisse les empêcher de détenir la quasi totalité des pouvoirs sur le territoire national. Leur analyse est parfaitement juste, et l'on sait bien que leur victoire entraînerait l'occupation systématique de tous les postes de décision et l'expansion à marches forcées de l'idéologie socialiste.

Reste une ultime question que nous n'éviterons pas : Jacques Chirac est-il à la hauteur de la terrible responsabilité que, en tout état de cause, l'histoire fait peser sur ses épaules ? On peut sans réserve répondre par l'affirmative.

Ne nous contentons pas de la facilité que pourrait procurer une simple appréciation comparative. Puisque le choix est entre lui et Jospin, comment ne pas voir, entre les deux hommes, la différence de carrure et de rayonnement ? Comment hésiter sur l'image que l'on souhaite voir la France donner d'elle-même à l'extérieur ?

Plus importants sont les ressorts profonds qui font agir les deux hommes. Pour Jospin, en dehors même de sa médiocrité et de son égocentrisme étriqué, ses mobiles externes sont de nature idéologique. Ce qu'il poursuit, c'est la promotion du socialisme, l'exercice du pouvoir étant un moyen de réaliser cette promotion sur le territoire français. Pour Jacques Chirac, ce qui le pousse à agir, c'est, dans la droite ligne du gaullisme, l'idée qu'il se fait du bien de la France et des Français. On peut toujours être en désaccord sur telle ou telle application, mais l'inspiration centrale n'est pas douteuse.

Enfin, ce qui n'est sans doute pas moins important, c'est que nous n'aurons pas à élire un président abstrait, virtuel ou intemporel, mais un homme tel qu'il est qui, aujourd'hui et pendant cinq ans, tiendra en main une partie du destin de la France. A cet égard, l'expérience a un grand poids. Si l'on se permettait d'apprécier un homme comme on apprécie un bon vin, on dirait que le Chirac 2002 est sans doute au sommet de sa qualité. En fait d'expérience humaine, il a tout connu, surtout les coups, généralement bas, et les balafres. Si son tempérament profond le portait spontanément à une indulgence peut-être excessive pour la nature humaine, il a eu de quoi procéder à quelques réévaluations. En fait d'expérience politique, il se situe à un point d'équilibre rarement atteint. Qui connaît comme lui les lignes de force et les complexités de la scène internationale et de la situation française ? S'il peut accomplir un dernier mandat, il pourra ex-

exploiter tout son fonds sans avoir rien à ménager et il ne lui restera qu'une ambition : laisser sa marque dans l'histoire, celle d'un grand président. Il a les moyens de cette ambition, à condition que les Gribouilles de la politique ne l'abattent pas en vol.

LA FRANCE D'ABORD

Il y a longtemps que nous soutenons Jacques Chirac. Nous ne voulons donc pas nier les liens de sympathie qui nous unissent à lui. Mais ce n'est pas la raison principale de notre soutien aujourd'hui.

Nous ne soutenons pas Jacques Chirac pour nous faire plaisir. Nous ne le soutenons même pas pour lui faire plaisir.

Nous soutenons Jacques Chirac parce que c'est l'intérêt de la France, parce qu'il est le seul à pouvoir épargner à notre pays la mainmise catastrophique d'un régime socialiste et à lui assurer les conditions du redressement.

VOTER CHIRAC : UN DEVOIR CIVIQUE

Les termes du problème posé par l'élection présidentielle sont parfaitement simples : il faut choisir entre Chirac et Jospin, et il n'y a pas de troisième voie. Bien entendu, chacun est libre de faire le mauvais choix, par exemple par esprit de provocation. Encore doit-il assumer la responsabilité de son geste. Aucun électeur de droite qui refuserait sa voix à

Jacques Chirac ne saurait se donner bonne conscience en invoquant une prétendue neutralité. Il doit endosser rétrospectivement l'héritage socialiste, avec le Pacs, les trente-cinq heures, l'insécurité galopante, l'omniprésence du Syndicat de la magistrature, etc. Il doit aussi assumer pour l'avenir le déclin de la France, que ce soit sur le plan matériel ou sur le plan moral, avec, entre autres, la légalisation programmée de la drogue et de l'euthanasie.

Les voix dispersées au premier tour affaibliraient la position du seul candidat de droite capable de battre la gauche. Les voix refusées au second tour constitueraient une inexcusable faute civique commise au détriment de la France.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181

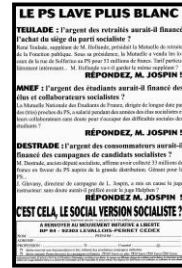
Directeur de la publication : R. BÉTEILLE Co-directeur de la publication : G. FLICOURT

Demande d'adhésion

Bon de commande

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie Courriel
 Date et lieu de naissance Souhaitez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

Affiches et tracts disponible :



10 x = 10 x = 10 x = 10 x =

(Nous vous fournissons en fonction de nos stocks disponibles.) (commandes uniquement par courrier ou par télécopie, pas de commandes par téléphone)

- Participation aux frais d'édition et d'expédition du matériel de propagande : à partir de 15 € (facultatif mais souhaité)
 - désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
 - désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :
 - 100 € ou plus 50 € 30 € 20 €
 - souhaite adhérer (ou renouveler) mon adhésion au M.I.L. pour l'année :
 - Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € Cotisation couple : 40 € Cotisation simple : 25 € Cotisation chômeur : 10 €
 - Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €
 - désire s'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 160 € simple 30 €
- Date Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis Rouquier 92300 Levallois perret tél. 01 47 57 34 44 Fax 01 47 57 34 24

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.